

the lands and mines of Newfoundland paying a certain sum therefor: it was not now open to this House to go back from that arrangement. The reason why this arrangement was made was that Newfoundland had no sources of local revenue, and it became necessary to make special provision in this way for its local services. He believed the mineral wealth of that Island was very great and only wanted the application of capital to be profitably developed. Suppose it was possible to drive a harder bargain with the gentleman representing Newfoundland, he did not think it was desirable to do so, as it was very important that they should come into the Union satisfied with the future opening up to them. The member for Lambton had spoken of this matter as a marriage. If so, if we were about to make a matrimonial arrangement with this fair bride of the ocean, we should not haggle about the pin-money. He regretted to find the strong Province of Ontario presenting the view it had presented tonight. He thought it could afford to take a more generous course. Gentlemen from all the other Provinces had, without hesitation, declared their willingness to vote what was necessary to enlarge our borders in the West by paying £300,000 for the rights of the Hudson's Bay Company, and whatever might be required to open up the North West. The gentlemen from Ontario should act in like spirit with regard to completing the Confederation on its eastern borders.

Sir John A. Macdonald suggested that as notice had been given of amendments, further discussion should be taken in concurrence to-morrow, and that the resolution should now be allowed to go through Committee.

Mr. Mackenzie thought it would be too soon to ask concurrence to-morrow. The resolutions as to the other Provinces could be proceeded with.

Sir John A. Macdonald would prefer that these should be disposed of without anything being interjected.

Mr. Mackenzie—There are plenty of other Government measures you might interject—the Banking scheme for instance. (Laughter.)

Hon. Mr. Dunkin—That would be interjecting nothing.

Sir John A. Macdonald—We will rather deal with the banks of Newfoundland.

96068—43

prendrait à sa charge les terres et les mines de Terre-Neuve contre paiement d'une somme déterminée; la Chambre n'est pas libre de revenir sur cet accord. Celui-ci a été conclu parce que Terre-Neuve, n'ayant pas les moyens de percevoir des revenus locaux, il fallait par ce biais assurer le financement de ses services locaux. Il pense que l'île doit être très riche en minerais, tout ce qui manque ce sont les capitaux pour les exploiter de façon rentable. Même s'il y avait moyen d'arracher de meilleures conditions au représentant de Terre-Neuve, il ne pense pas qu'il soit opportun de le faire parce qu'il est essentiel que cette province entre dans l'Union sûre de l'avenir qui l'y attend. Le député de Lambton a assimilé cette question à un mariage. S'il en est bien ainsi et que nous sommes sur le point de conclure un mariage avec la belle fiancée de l'océan, ne lui marchandons pas d'argent de poche. Il regrette que le représentant de la puissante province de l'Ontario ait parlé comme il l'a fait ce soir. Il estime en effet qu'il aurait pu se montrer plus généreux. Les députés de toutes les autres provinces ont dit sans hésitation qu'ils étaient prêts à voter les crédits indispensables en vue de l'élargissement de nos provinces vers l'Ouest en versant les 300,000 livres pour les droits de la compagnie de la Baie d'Hudson ainsi que les sommes requises en vue de la mise en valeur du Nord-Ouest. Les représentants de l'Ontario devraient agir de même lorsqu'il s'agit de parfaire la Confédération sur ses frontières orientales.

Sir John A. Macdonald dit que, puisque les avis d'amendement ont été déposés, l'adoption devrait avoir lieu demain tandis que la résolution devrait être renvoyée en Comité.

M. Mackenzie pense qu'il est prématuré de voter demain. On pourrait par contre étudier les résolutions relatives aux autres provinces.

Sir John A. Macdonald préfère que l'on s'occupe uniquement de ces résolutions, à l'exclusion de toute autre question.

M. Mackenzie: Il y a bon nombre d'autres mesures du Gouvernement que l'on pourrait également examiner, par exemple, le projet relatif aux banques (rires).

L'hon. M. Dunkin: Cela n'ajouterait rien.

Sir John A. Macdonald: Occupons-nous plutôt des banques de Terre-Neuve.